

Pouvoir d'emprunt

Je tiens à dire quelques mots sur deux ou trois secteurs de notre économie qui ont été plus ou moins oubliés ces dernières semaines. C'est avec intérêt que j'ai entendu, lors de la présentation du budget, de nombreux groupes d'hommes d'affaires dire qu'ils en étaient très satisfaits. On a dit que ce budget favorisait les entreprises et qu'il aiderait le milieu canadien des affaires. J'ai entendu les ministériels nous dire ici et ailleurs que ce budget allait aider nos entreprises. Ce qu'on peut constater, maintenant que l'écran de fumée s'est dissipé, c'est qu'il y a très peu de choses au budget pour aider nos petites et moyennes entreprises.

Il faut bien admettre qu'il comporte certains éléments qui vont se révéler très intéressants pour les sociétés qui sont en bonne situation, en situation exceptionnelle, celles dont le compte de profits et pertes est excédentaire. Mais à la petite et à la moyenne entreprises typiques, à celles qui ont du mal à survivre, à tenir le coup, le budget n'apporte à peu près aucune aide.

Je pense que les hommes d'affaires du Canada commencent à comprendre qu'ils ont été dupes. On a fait appel à eux pour qu'ils appuient le budget, pour qu'ils créent une ambiance favorable. C'est ce qu'ils ont fait mais ils comprennent maintenant qu'on s'est servi d'eux, et qu'en fait les petits hommes d'affaires, les petites et moyennes entreprises ne sont pas mieux partagés qu'avant ce budget.

C'est vraiment dommage, parce que s'il y a un fait qui s'est imposé à la Chambre des communes ces derniers mois, c'est que ce ne sont pas les grosses sociétés qui détiennent la clé de nos problèmes. La lenteur de leur énorme machine décisionnelle les empêche de profiter rapidement de l'évolution actuelle de la conjoncture.

Ce qui est apparu ces derniers mois, c'est que notre économie traverse en ce moment une étape de transition. Après avoir régressé pendant deux ans et demie, elle commence maintenant à reprendre son élan en divers endroits. Une économie nouvelle est en train d'émerger. Mais les entreprises qui vont pouvoir profiter de ces conditions nouvelles en pleine évolution, ce ne sont pas les grosses sociétés traditionnelles, mais plutôt les petites et moyennes entreprises. Car ce sont elles qui sont capables d'agir rapidement. Elles ont la souplesse et l'agilité voulues, pour profiter des technologies nouvelles et des programmes commerciaux nouveaux. Ce sont elles qui peuvent profiter des nouvelles sources de capitaux, qui peuvent prendre le risque de se lancer très rapidement dans des domaines nouveaux appelés par les conditions nouvelles.

Voilà le genre d'entreprises qui comptent pour l'avenir de l'emploi au Canada. Ce sont elles qui vont faire la recherche et le développement qu'il nous faut. Ce sont elles qui vont édifier des économies à racines locales, qui seront sensibles non seulement aux régions, mais je dirai même aux petites localités du Canada. Ce sont les petites entreprises qui sont maintenant les mieux en mesure de répondre aux aspirations des Canadiens, quand elles s'implantent dans leurs localités et dans leurs sous-

régions. Le budget ne comporte rien pour ces entreprises. Rien pour l'homme d'affaires qui désire se lancer dans la mise en valeur d'une ressource locale ou l'approvisionnement d'un marché local.

Il faut se demander à partir de quoi les ministériels établissent leur politique. Sur quelles sources d'information ils se basent pour adopter leurs politiques, leurs programmes, leurs positions budgétaires. Je n'ai lu nulle part, je n'ai entendu aucun groupe dire que la solution consiste à s'occuper des grosses sociétés en laissant à peu près de côté les petites entreprises. Bien au contraire. Le dynamisme économique, c'est chez les petites et moyennes entreprises qu'on va le trouver dans l'avenir. Et, pourtant, ce sont elles qui sont négligées par le budget.

Dans l'étude du projet de loi C-151, qui demande l'autorisation d'emprunter encore 14.7 milliards, il y a une autre question qui se pose, et c'est celle-ci: À quoi vont servir les quatre milliards de plus? Ce qui frappe les yeux, c'est que nous abordons une période préélectorale. Il est avantageux pour les ministériels d'avoir une caisse de manœuvre, une sorte d'assiette au beurre qui puisse servir à s'attirer les faveurs de l'électorat. Je ne voudrais même pas dire que c'est cela que le gouvernement envisage. Mais tant qu'il ne nous aura pas dit clairement pour quelles raisons il veut ces quatre milliards de plus, cette caisse de manœuvre, je pense que l'opposition doit s'attendre au pire. Il faut conclure que le gouvernement va utiliser ces quatre milliards pour s'acheter des votes dans certaines circonscriptions.

Il y en a qui peuvent désirer des stades, des pistes d'équitation, des piscines, des centres de jeunesse, des maisons de réadaptation, des ports, des quais, des ports de plaisance, etc. Le gouvernement pourra, avec ces fonds, accorder des faveurs aux électeurs de ces circonscriptions afin qu'ils votent de nouveau pour le candidat libéral ou qu'ils passent du parti conservateur ou néo-démocrate au parti libéral.

Je demande aux libéraux d'expliquer, au cours du débat sur le pouvoir d'emprunt, pourquoi le gouvernement doit emprunter 4 milliards de dollars de plus qu'il en a besoin. Qu'ils expliquent cela aux Canadiens qui arrivent à peine à joindre les deux bouts par le temps qui court. Les Canadiens ne vont certainement pas emprunter de l'argent pour parer à toute éventualité. Déjà, s'ils réussissent à obtenir un prêt pour combler leurs besoins ils s'estimeront très heureux, étant donné l'attitude des banques au cours des derniers mois.

Je veux, dans le cadre de ce débat, soulever deux points, qui ont retenu mon attention ces derniers mois et qui doivent être connus de tous. Il s'agit de certaines pratiques des banques à charte que, à mon avis, il y aurait lieu d'examiner attentivement. Tout d'abord, une mise en garde: je ne crois pas que ces pratiques découlent des politiques des banques. J'ai idée que si les dirigeants des milieux bancaires canadiens étaient au courant, ils mettraient immédiatement un terme à ces pratiques.